

10 septembre : poursuivre la préparation de la mobilisation **pour faire reculer l'offensive austéritaire.**

Lundi dans sa conférence de presse Bayrou a réitéré le maintien de son plan d'austérité du 15 juillet puis insisté sur le « danger » de la dette, multipliant les chiffres alarmistes pour inciter à soutenir son plan. Il a prétendu que la dette serait « celle de tous », qu'il faudrait « se serrer les coudes ».

Les appels à bloquer le pays le 10 septembre se sont multipliés tout l'été et les 2/3 des Français soutiennent le mouvement: *bloquons tout le 10 septembre 2025*. Le Premier ministre manœuvre, tente d'éteindre toute contestation et le retour en force de la rue, en annonçant engager la responsabilité de son gouvernement le 8 septembre, ouvrant ainsi la porte à son éviction de Matignon et à toutes les manœuvres politiciennes, les partis de l'opposition, le RN et tous ceux de gauche, y compris le PS qui avait permis à Bayrou d'arriver à Matignon voilà huit mois, ont annoncé qu'ils refuseraient la confiance. Marine Le Pen a appelé de ses vœux la dissolution de l'Assemblée nationale, tandis que Jean-Luc Mélenchon a réclamé la démission de Macron. L'une et l'autre réclament de nouvelle élection législative et présidentielle en prétendant qu'au pouvoir elle ou il fera mieux que Macron et Bayrou. Le plan d'austérité quant à lui demeurera, quels que soient les prochains Premiers ministres, ils auront la même feuille de route dictée par le capital : prendre sur le dos des travailleurs afin de continuer à gaver les capitalistes et les grandes fortunes.

Discrédités, menacés par un mouvement social, Macron et Bayrou battent de nouveaux records d'impopularité, le Premier ministre est au plus bas, sa cote de confiance recule encore ce mois-ci : seuls 12% des Français déclarent lui faire confiance, 80% (+5 points) disent ne pas lui faire confiance, dont 56% « pas du tout » (+9 points). La défiance à l'égard d'Emmanuel Macron atteint son plus haut niveau : 73% des Français affirment ne pas lui faire confiance.

Non, la dette de l'État n'est pas notre dette !

Bayrou parle d'efforts partagés et justes en rallongeant le temps de travail, en supprimant des jours fériés, en rajoutant des jours de carence supplémentaires en cas d'arrêt maladie, de restreindre les droits au chômage, en réduisant l'accès aux soins et aux remboursements médicaux, en bloquant les pensions de retraites, les allocations et le salaire des fonctionnaires : s'en prendre encore et toujours aux travailleurs, qu'ils soient en activité, en arrêt maladie, en invalidité, au chômage ou à la retraite. Ce plan d'attaques s'inscrit dans une longue série, dont le recul de l'âge de la retraite à 64 ans.

L'argent dégouline au sommet de la société, les 500 plus riches du pays cumulent plus de 1.100 milliards d'euros de fortune. Dans ce système capitaliste, les profits du patronat ne peuvent être sauvegardés qu'en s'attaquant aux travailleurs. Toutes ces attaques répondent aux besoins des capitalistes. Et même si Bayrou ou Macron débarrassent le plancher, le capital fera mener son offensive par les autres politiciens, de gauche ou d'extrême droite, c'est-à-dire ceux-là mêmes se disant prêts aujourd'hui à censurer Bayrou. Comme le dit le patron du MEDEF : « *En Italie, le gouvernement et nos homologues patronaux de la Confindustria marchent main dans la main. Et puis, comment ne pas saluer la croissance de l'Espagne et de la Pologne, ou encore le redressement des comptes du Portugal et de la Grèce ? ... elle démontre qu'en Europe, à nos portes, on peut conduire de bonnes politiques publiques au profit de tous, avec d'ailleurs ici un gouvernement de droite, et là, un gouvernement de*

gauche ! Et c'est bien une coalition socialistes/conservateurs qui vient aujourd'hui en soutien des entreprises allemandes dans l'intérêt supérieur du pays ».

Il ne suffit pas de chasser Bayrou ou Macron. Rien ne changera dans la société si les travailleurs n'affrontent pas la classe capitaliste, à la fois pour défendre ses conditions de vie et pour arracher la direction de la société à ces prédateurs. Les travailleurs produisent tout, faisant fonctionner toute la société ce qui constitue leur force. Par la grève, ils peuvent arrêter cette machine à fabriquer des profits.

Cette dette est celle des capitalistes, des financiers.

Depuis l'annonce par Bayrou d'un vote de confiance à l'Assemblée, ministres et journalistes prétendent que si les coupes budgétaires de 44 milliards d'euros annoncées ne sont pas validées, la France sera sanctionnée par les « marchés », qu'elle devra s'acquitter de taux d'intérêt plus élevés. Bref, que le pays sera soumis au diktat des financiers ou du FMI. Mais si l'État s'endette c'est afin de remplir les caisses du patronat et celles des banques auprès desquelles il emprunte. À chaque crise, les gouvernements successifs ont renfloué les capitalistes et les banques, leur versant des sommes astronomiques d'argent public: 50 milliards en 2008, 240 pendant le Covid. Son gouvernement, comme les précédents ont contribué à creuser cette dette abyssale. Celle-ci engendre chaque année 50 milliards d'intérêts allant directement à la finance.

*En 2023, 203 milliards d'aides sont allées aux entreprises, elles ont supprimé 56 000 emplois et versé 74 milliards de dividendes à leurs actionnaires.

*En l'année 2024, 211 milliards d'euros ont été versés aux entreprises sous forme d'exonérations et de cadeaux divers.

**Dans sa publication de janvier 2025 "la Lettre Vernimmen" annonce que les entreprises du CAC 40 ont établi un nouveau record, puisqu'elles n'ont jamais redistribué autant de profits à leurs actionnaires depuis que cette étude est réalisée.*

2022 : 80,2 milliards d'euros versés aux actionnaires

2023 : 97,1 milliards,

2024 : 98,2 milliards d'euros

Alors que la crise inflationniste a mis à mal le monde du travail en réduisant le pouvoir d'achat et en dégradant les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses, ces résultats mettent en évidence les inégalités criantes qui traversent la société française. Le discours sur la dette ne vise qu'à nous culpabiliser. Faire croire que cette dette serait collective est un mensonge servant à justifier les attaques.

Poursuivre la préparation de la mobilisation :

La CGT soutient la mobilisation du 10 septembre et appelle à *"construire la grève partout où c'est possible"*, sans pour autant construire clairement un plan de bataille dans la durée.

De son côté, l'Union syndicale Solidaires a appelé à la grève et à soutenir le mouvement. [La CFDT a déjà annoncé qu'elle "ne se joindrait pas" au mouvement.](#) D'après Frédéric Souillot, Force ouvrière, se tient *"à distance"* du mouvement du 10 septembre.

Continuons à préparer la mobilisation du 10 en exigeant des directions syndicales qu'elles appellent à une grève massive pour bloquer le pays aux côtés de toutes celles et ceux qui soutiennent cette perspective.

Seulement la rue et la grève peuvent permettre :

*de dégager définitivement les plans austéritaires promis pour continuer à financer la militarisation et les milliards de cadeaux au patronat.

*de combattre l'hégémonie économique et idéologique du capital sur la société pour construire une société dans laquelle les hommes et les femmes salariés, les jeunes, les retraités cesseront d'être exploités.